

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

Rouen, le 22 SEP. 2006

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme Murielle DEBAIZE

☎ : 02.32.76.53.95

☎ : 02.32.76.54.60

✉ : murielle.debaize@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET
de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Société EMT COMPOSANTS à CAUDEBEC LES ELBEUF

Objet : Prescriptions complémentaires relatives à la remise du bilan de fonctionnement et à la modification des prescriptions concernant la limitation des risques incendie

VU :

Le code de l'environnement et notamment ses articles L-511-1 et suivants relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 17-2,

L'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

Les différents arrêtés préfectoraux réglementant et autorisant les activités exercées par la Société EMT COMPOSANTS sur son site de CAUDEBEC LES ELBEUF, et notamment ceux des 18 février 2003 et 15 juillet 2005,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date 7 juin 2006,

La délibération du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 27 juin 2006,

La lettre de convocation au Conseil Départemental d'Hygiène datée du 15 juin 2006,

La transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courrier du 31 août 2006,

CONSIDERANT :

Que la société EMT COMPOSANTS est autorisée par arrêté préfectoral du 18 février 2003 à exploiter sur son site de CAUDEBEC LES ELBEUF la fabrication d'accessoires de ceintures de sécurité et d'air-bags pour l'industrie automobile,

.../...

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

Que ce site dispose d'une installation de traitement de surface soumise à autorisation, et comprenant des volumes de bains supérieurs à 30.000 litres,

Que par conséquent, et conformément à l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 susvisé, l'exploitant est tenu de procéder à la remise d'un bilan de fonctionnement,

Que la remise de ce document aurait dû s'effectuer pour le 31 décembre 2004, mais que le projet de transfert de ses activités sur un autre site a rendu cette obligation caduque,

Que l'exploitant a abandonné son projet de transfert, ce qui implique qu'il est de nouveau assujéti à la remise de ce document,

Que par ailleurs, restant sur son site, l'exploitant a dû faire procéder à une étude de mise en conformité de ses installations, afin de limiter les risques incendie dus en partie à la complexité et à l'ancienneté des locaux,

Qu'il ressort de cette étude, pour laquelle l'avis des services départementaux d'incendie et de secours a été recueilli, que, selon le choix de restructuration des locaux pour lequel l'exploitant optera, deux options de mise en conformité sont possibles,

Que néanmoins, l'exploitant doit disposer de moyens suffisants et répondant aux risques à couvrir, pour assurer la sécurité des équipements et lutter efficacement contre l'incendie,

Que compte tenu des éléments qui précèdent, il convient d'imposer à l'exploitant un échéancier fixant d'une part, la date de remise du bilan de fonctionnement, et d'autre part, les mesures et travaux à mettre en œuvre en matière de limitation des risques incendie,

Qu'il y a lieu en conséquence, de faire application à son encontre des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRETE

Article 1 :

La Société EMT COMPOSANTS, dont le siège social est implanté 6 rue Lesage Maille à CAUDEBEC-LES-ELBEUF (76410) est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées, relatives à la remise du bilan de fonctionnement et à la modification des prescriptions concernant la limitation des risques incendie pour l'exploitation de son site.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tout renseignement utile lui sera fourni par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 :

L'établissement demeurera soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement, indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devrait en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié. Il devra prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement.

Article 6 :

Conformément à l'article L514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée que devant le Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa parution.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime, le Maire de CAUDEBEC LES-ELBEUF, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le Directeur des services départementaux d'incendie et de secours, ainsi que tout agent habilité des services précités et toute autorité de police ou de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de CAUDEBEC LES-ELBEUF.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,


Claude MOREL

EMT COMPOSANTS
6, Rue Lesage Maille
76320 CAUDEBEC-LES-ELBEUF

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : ... 22 SEP. 2006 ...

ROUEN, le : 22 SEP. 2006

LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du

Claude MOREL

La société EMT COMPOSANTS, dont le siège social est situé 6, Rue Lesage Maille à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, et qui exploite à cette même adresse des installations de fabrication d'accessoires de ceintures de sécurité pour l'industrie automobile, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 1 : BILAN DE FONCTIONNEMENT

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement¹.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi susvisée ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi susvisée ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.

Article 2 : DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

L'établissement dispose des moyens (notamment en débit d'eau d'incendie, extincteurs...) pour assurer la sécurité des équipements et lutter efficacement contre l'incendie.

Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir. Notamment :

- pendant la phase temporaire d'isolation des locaux, l'exploitant doit définir et mettre en œuvre des dispositions compensatoires en terme de lutte contre la propagation d'un incendie afin de pouvoir faire face efficacement à un feu généralisé de l'établissement ;
- l'exploitant doit justifier la suffisance des moyens de défense extérieure contre l'incendie une fois les travaux de recoupement réalisés. Il devra préciser et mettre en œuvre les moyens supplémentaires à installer le cas échéant.

Les études correspondantes seront remises à l'inspection des installations classées avec l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

¹ dorénavant intégrée dans le code de l'environnement au sein du livre V titre I.

Article 3 : DETECTION INCENDIE

Une détection incendie est installée dans l'ensemble des magasins du site. En cas de dépassement de seuil, une alarme visuelle et sonore apparaît.

Article 4 : ISOLATION DES LOCAUX

Afin de répondre aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2003, l'exploitant est tenu :

1. d'installer deux portes coupe-feu au magasin nord (PCF 1 et 2), une autre au niveau de la section 385 (PCF 8), de mettre en conformité la porte coupe-feu existante (PCF 7), et le mur coupe-feu isolant le magasin produits finis des sections 330 et 385 ;
2. d'installer une porte coupe-feu au niveau de la maintenance outillage (PCF 6) ;
3. d'isoler l'atelier zingage de l'atelier presses de reprise (PCF 4) ;
4. d'installer deux portes coupe-feu au niveau de la maintenance outillage (PCF 9 et 10) ;
5. de mettre en conformité la porte coupe-feu existante (PCF 5) et d'isoler l'atelier zingage de l'entrée de l'usine par une porte coupe-feu (PCF 3) ;
6. de réaliser une étude technico-économique sur la protection des parties hautes des murs d'isolation par des dispositifs pare-flammes afin d'éviter toute propagation d'un incendie. L'étude correspondante sera remise à l'inspection des installations classées avec l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

L'équipement des portes coupe-feu PCF 9 et 10 est subordonné à la conservation de l'aménagement actuel du site.

Les références des portes coupe-feu sont celles fournies dans les plans remis avec l'étude relative à l'isolation des locaux du 8 mars 2006.

Article 5 : DESENFUMAGE

Les dispositifs d'ouverture doivent être identifiés de manière lisible et facilement identifiables près d'une issue. Ces commandes doivent être regroupées autant que de possible.

Un plan de ces organes de sécurité est disponible dans chacune des zones isolées.

Le personnel est informé de ces modifications et sensibilisé aux consignes à adopter en cas d'incendie.

Article 6 : ECHEANCIER

Référence de l'article concerné	Intitulé	Délai à partir de la date de notification
1	Bilan de fonctionnement	31/12/2006
2	Dispositions compensatoires incendie généralisé	1 mois
2	Suffisance des moyens de défense extérieure	3 mois
3	Détection incendie	3 mois
4	Isolation des locaux - Point 1	4 mois
4	Isolation des locaux - Point 2	6 mois
4	Isolation des locaux - Point 3	6 mois
4	Isolation des locaux - Point 4	9 mois
4	Isolation des locaux - Point 5	12 mois
4	Isolation des locaux - Point 6	1 mois
5	Désenfumage	1 mois